



## LES FAITS MARQUANTS DU FORUM MINISTERIEL MONDIAL SUR L'ENVIRONNEMENT LUNDI 29 MAI 2000

Les délégués près du premier Forum Ministériel Mondial sur l'Environnement (le Forum) se sont réunis en séance Plénière, le matin, pour la cérémonie d'ouverture et une série de déclarations. L'après-midi, ministres et délégués ont pris part à des consultations ministérielles et aux travaux de la Grande Commission (GC) et d'un groupe de travail sur la Déclaration Malmö.

### LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, exprima, par vidéo interposé, son espoir de voir le Forum s'élever à la hauteur des défis du nouveau millénaire. Il affirma que nonobstant nombre de cas de réussite, les êtres humains continuaient à piller l'environnement et que les pratiques non viables restaient ancrées dans nos activités quotidiennes. L'orateur décrivit quatre domaines nécessitant davantage d'efforts, notamment: le domaine des médias et de la sensibilisation du grand public aux fins de s'assurer que les entreprises et les consommateurs reconnaissent les conséquences environnementales; celui des politiques et des lois qui se doit de considérer les ramifications des subventions et de promouvoir des mesures incitatives en faveur de l'environnement; celui de l'intégration d'objectifs environnementaux dans les politiques; et celui de l'exactitude des données scientifiques permettant d'établir la plateforme de l'action.

Le Président des CM, László Miklós (République Slovaque), souligna que le Forum se devait de réfléchir sur les échecs tout en essayant de tracer la voie à venir. Il affirma que les problèmes environnementaux ne pouvaient être résolus en dehors des cadres politiques et nota que la réalité déconcertante de la pauvreté persistante. Il suggéra de repenser les règles du village mondial, les forces du marché s'étant avérées insuffisantes, ajoutant qu'une assistance de la part de la communauté internationale était requise.

Ingvar Carlsson, ancien Premier Ministre Suédois, déclara que le Forum offrait l'occasion d'envoyer un message fort au Sommet du Millénaire de l'Assemblée Générale. Il appela à des actions plus vigoureuses dans la mise en œuvre des obligations inscrites dans le cadre des conventions environnementales. Il mit en exergue: l'impératif d'une solidarité à travers les frontières; la nécessité de nouveaux partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile; l'importance des nouvelles technologies d'information; et le rôle de l'éducation et de la conscientisation. Il réitéra le concept "penser mondialement, agir localement."

Yvonne Maingey (Kenya) et Philip Tinker (Royaume-Uni), représentant la Conférence Internationale du Millénaire des Enfants sur l'Environnement, engagèrent les délégués: à mettre en application des lois environnementales; à fournir de l'eau propre à tous d'ici 10 ans; à accroître les dispositifs de recyclage; à remplacer les sacs plastiques d'ici 2004; et à promouvoir l'utilisation de l'énergie propre. Ils demandèrent aux délégués de se mettre à l'écoute des jeunes parce qu'ils sont les futurs ministres et dirigeants.

Massumeh Ebtekar, Vice-Présidente de l'Iran, donna lecture à un message du Président iranien, déclarant en substance que les approches basées sur l'aliénation de la nature ne sauraient constituer des solutions valables. Elles mit en relief les valeurs religieuses et l'harmonie entre les humains et la nature. Elle appela

le Forum à envisager un discours remplaçant l'approche matérialiste par une approche spirituelle et l'attitude arrogante qui règne aujourd'hui par une attitude d'humilité.

Victoria Tauli-Corpuz, représentante de 45 ONG opérant dans les domaines de l'environnement et du développement, déclara que les années 90 avaient formé la décennie des accords environnementaux mais pas de la mise en œuvre des solutions. Elle parla d'une paralysie au niveau de la pensée et de l'action et affirma que les modèles économiques basés sur le laisser faire étaient la cause de nombre de fractures sociales et de la dégradation environnementale. Elle ajouta que Rio+10 ne devait pas se contenter d'être une évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action 21, mais une conférence mondiale sur le développement durable et l'éradication de la pauvreté. Elle suggéra au PNUE d'inviter la société civile à présenter ses commentaires quant à l'utilisation créative de ses produits et de formaliser les liens avec les ONG, d'une manière générale, et pour les préparatifs de Rio+10, d'une manière particulière.

Klaus Töpfer, Directeur Exécutif du PNUE, nota que le Forum avait été établi par le Secrétaire Général de l'ONU et mit en exergue la réunion comme étant le plus grand rassemblement de ministres de l'environnement dans l'histoire du PNUE. Il décrivit les deux principales menaces mondiales pesant sur l'environnement, notamment, les modes non viables de production et de consommation dans les pays industrialisés et la pauvreté dans les pays en développement. Des institutions et des législations témoignant de l'engagement en faveur de la lutte contre ces menaces existent, mais, affirma-t-il, le leadership en la matière traîne derrière.

Les délégués devaient passer ensuite à l'adoption de l'ordre du jour puis élire Hossein Moeini Meybodi (Iran) au poste de Rapporteur. Les délégués s'accordèrent sur la poursuite des délibérations dans des consultations ministérielles, l'établissement d'une Grande Commission (GC) sous la présidence de Leandro Arellano (Mexique) et d'un groupe de travail, de composition non limitée, sur la Déclaration de Malmö sous la présidence du ministre suédois de l'environnement, Kjell Larsson.

### LES CONSULTATIONS MINISTERIELLES

**LES PRINCIPAUX DEFIS POSES AU NOUVEAU SIECLE:** Klaus Töpfer présenta le modérateur de la séance, le Professeur Konrad von Moltke, de Dartmouth College. Le Professeur Mario Molina, de l'Institut de Technologie du Massachusetts, parla de l'interface science et politique. Il déclara que face à un problème environnemental, trois questions doivent être posées: de quel problème s'agit-il; découle-t-il de l'activité humaine; et, y a-t-il quelque chose à faire pour le résoudre? S'agissant de l'appauvrissement de la couche d'ozone, les réponses sont oui, mais pour ce qui est du problème des changements climatiques, les réponses ne sont pas évidentes. S'adressant aux ministres en les qualifiant de "Ministres de la Sécurité Environnementale," M.S. Swaminathan, de la M.S. Swaminathan Research Foundation, déclara que nous avons besoin d'une "révolution verte" intégrée dans le contexte écologique. Il souligna que la biodiversité se trouvait concentrée dans les pays en développement, foyer de la majorité de la population mondiale. Il précisa que les connaissances traditionnelles sont cruciales.

Le KOWEIT déclara que la législation existait bien, mais que peu de mesures étaient prises lorsque les règles sont bafouées. Le NIGERIA encouragea la prise en considération d'une annulation de la dette pour les pays africains. L'ETHIOPIE avança le terme "évolution verte" car il s'agit plutôt de retourner aux racines de certaines pratiques agricoles. La TANZANIE nota que la révo-

tion verte enregistrait des succès en Asie, mais pas en Afrique. La NOUVELLE ZELANDE déclara que le public n'est pas toujours assez formé du point de vue scientifique, soulevant la question de confiance concernant les OGM. CUBA reconnut le rôle de la science dans le développement. L'EGYPTE présenta des réflexions sur l'incertitude scientifique dans les domaines de l'évolution climatique et de disponibilité de l'eau.

Le DANEMARK appela à une mondialisation des politiques, notant que les riches du Nord se sont accrus mais que la générosité a diminué. L'ARABIE SAOUDITE requit la mise en application du Traité de Kyoto. La TUNISIE souligna la nécessité d'un transfert des technologies à portée de bourse. La COLOMBIE déclara que la résolution des problèmes nécessitait une coopération interministérielle. La NORVEGE mit en relief la nécessité de découpler la croissance économique et la dégradation environnementale et d'établir des interconnexions entre les différents processus environnementaux.

Parlant des changements climatiques comme étant le plus grave défi posé, l'UGANDA mit l'accent sur l'importance du renforcement des capacités pour les pays en développement. Le délégué des PAYS-BAS attira l'attention sur à la fois la pauvreté et la richesse induites par la dégradation environnementale. CHYPRE déclara que l'élevation du niveau du bien-être des populations doit être une priorité. Le délégué des ETATS-UNIS affirma que la science et la technologie faisait partie intégrante de la solution. L'INDE souhaita voir la lutte contre la pauvreté occuper une place centrale. Le ROYAUME-UNI appela à l'élaboration d'une stratégie mondiale de développement durable. MALTE mit l'accent sur la nécessité d'adopter des méthodes préventives plutôt que réactives.

La SUEDE appela à de nouvelles institutions chargées de traiter des crises environnementales, à un financement plus important en faveur du PNUE et à de nouveaux accords Nord-Sud. La SYRIE mit en exergue l'eau et la dette comme étant les défis majeurs. Le CAMEROUN plaida pour l'application des accords internationaux et celle du principe pollueur payeur. La CHINE appela à une assistance pour la réalisation de modes de production et de consommation durables.

Le BANGLADESH nota un déficit dans les ressources consacrées au développement durable. Le PORTUGAL souligna la nécessité de déterminer les priorités et d'accroître l'efficacité à Rio +10. Le PAKISTAN déclara que les vieux problèmes environnementaux persistaient encore. L'ALLEMAGNE nota que l'an 2002 doit marquer le démarrage d'un processus axé sur l'action. La SUISSE souligna l'importance de l'intégration d'objectifs environnementaux dans tous les secteurs. L'IRAN affirma que l'écart grandissant entre les riches et les pauvres témoignait d'une mauvaise gestion à divers niveaux. Le BHUTAN attira l'attention sur la baisse des niveaux de l'aide au développement. Le JAPON appela à une économie fondée sur les cycles de vie. La MALAISIE suggéra que le 21<sup>ème</sup> siècle marque le temps de l'action.

## LA GRANDE COMMISSION

**RAPPORT DU DIRECTEUR EXECUTIF SUR LES ACTIVITES DU PNUE:** Shafqat Kakakhel, Directeur Exécutif Adjoint du PNUE, introduisit le "Rapport du Directeur Exécutif sur les activités du PNUE" (UNEP/GCSS.VI/6). L'orateur mit en relief les domaines prioritaires retenue par le PNUE: (a) l'information, l'évaluation et la recherche environnementales; (b) l'amélioration de la coordination entre les conventions environnementales; (c) l'eau douce; (d) le transfert des technologies et l'industrie; et (e) le soutien en faveur de l'Afrique. Il nota la ré-impulsion de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAEN) et la Déclaration d'Abuja qui en a émané en 1999 comme autant d'étapes importantes franchies. Il réitéra le suivi probant de l'évolution environnementale par le PNUE à travers le "Global Environmental Outlook report (GEO 2000)".

L'INDE, avec plusieurs autres Etats, félicita le PNUE pour ses excellents rapports. Le délégué indiqua par ailleurs que son pays n'apportait pas son appui aux processus multilatéraux intéressant les rivières et affirma que les problèmes environnementaux ne devaient pas servir de barrières commerciales. L'UGANDA, appuyé par le NIGERIA et la ZAMBIE, encouragea la mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja. Le JAPON mit en relief l'importance des bases de données pour une bonne gestion de l'environnement au Centre Environnemental International du PNUE.

Le PORTUGAL, au nom de l'UE, apporta son appui au rôle du PNUE dans la coordination des activités intéressant Rio +10. Le représentant, soutenu par son collègue de la NOUVELLE ZELANDE, proposa que le PNUE produise un document décrivant les liens entre les décisions de la CM, les activités du PNUE et le budget du PNUE. L'ARABIE SAOUDITE reconnut le rôle du PNUE dans le suivi de la mise en application de la convention. Le CANADA appuya le renforcement des liens gouvernementaux avec le PNUE. La CHINE suggéra d'aider les gouvernements à

mettre en place des politiques appropriées dans le domaine de l'eau et argua en faveur de l'implication du bureau régional dans les préparatifs de GEO 2002.

L'AUSTRALIE suggéra au PNUE d'élaborer un document consacré aux options politiques offertes pour les situations d'urgence environnementale. Le délégué des ETATS-UNIS proposa l'élaboration d'un rapport sur la coordination entre les conventions, pour présentation à Rio +10. Le VENEZUELA suggéra au PNUE d'instituer des systèmes de bonne gestion environnementale des ressources naturelles. La ZAMBIE encouragea le PNUE à poursuivre ses travaux sur les synergies des conventions à tous les niveaux.

CHYPRE souligna l'importance d'accorder une attention à l'aspect demande dans la gestion de l'eau. La TURQUIE fit part de ses réserves concernant le fait que le rapport sur la question de l'eau reflète une implication du PNUE dans des questions ayant des implications politiques. La TUNISIE mit en relief le rôle du PNUE dans la mise en application des conventions des Nations Unies, en particulier, celles de la lutte contre la désertification et les changements climatiques. Le NIGERIA encouragea le PNUE à fournir davantage de soutien au renforcement des capacités. Le RWANDA déclara que les efforts de conscientisation se devaient de mettre en relief la dégradation des sols en Afrique. Le MALAWI souligna que la pauvreté croissante entravait la mise en application des conventions en Afrique. En réponse, Kakakhel assura que ce feedback positif ne fera pas asséoir le PNUE dans la satisfaction de soi.

Halifa Omar Drammeh (PNUE) introduisit le document "La stratégie et la politique du PNUE dans le domaine de l'eau" (UNEP/GCSS.VI/6/Add.1/Rev.1). Les discussions autour de ce document commenceront le mardi

## LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECLARATION DE MALMÖ

Les délégués débattirent du préambule du projet de texte de la Déclaration (UNEP/GCSS.VI/CRP.1) présenté par le Président Kjell Larsson. L'INDE, appuyée par la CHINE, le NIGERIA et le KENYA, appela à une formulation plus forte sur la pauvreté. L'INDE, la CHINE et le BRESIL soulignèrent le principe des responsabilités communes mais différenciées. La CHINE mit l'accent sur les inégalités créées par le processus de la mondialisation. Le délégué des PAYS-BAS, appuyé par son collègue des ETATS-UNIS, s'opposa à la réitération de la formulation onusienne précédente et appuya l'examen des questions de la pauvreté, des menaces posées, des valeurs spirituelles et des jeunes. Les ETATS-UNIS et d'autres Etats réitérèrent que la Déclaration devait refléter l'échange ministériel. L'UGANDA déclara que le préambule doit tracer le cours de l'action future et, avec le NIGERIA, mit en exergue le fardeau de la dette. La NOUVELLE ZELANDE souligna l'importance de voir les populations se sentir concernées par ces problèmes. La SUISSE déclara que le Forum doit envoyer un message clair à l'Assemblée du Millénaire.

## DANS LES COULOIRS

La journée inaugurale du Forum a démarré dans l'inspiration avec une chorale et un film sur les défis environnementaux. Certains délégués devaient ensuite déclarer avec enthousiasme que cette réunion pouvait établir l'ordre du jour environnemental du 21<sup>ème</sup> siècle. D'autres, cependant, se sont déclarés incertains quant aux objectifs de la réunion, une session ordinaire de la CM ayant pu suffire à aborder les mêmes sujets. La volonté de donner à la session une chance était évidente, car une pareille réunion n'avait jamais eu lieu auparavant. Les attentes sont importantes pour ce qui est de la Déclaration de Malmö, qui constituera un produit clé de la réunion, mais les négociations autour du texte final ne seront probablement pas aisées, en vue de sa présentation à l'AGNU du Millénaire.

## A SUIVRE AUJOURD'HUI

**CONSULTATIONS MINISTERIELLES:** Les consultations reprendront ce matin à 10h sur le thème "Le Secteur Privé et l'Environnement." Dans l'après-midi, c'est le thème "Le Rôle et la Responsabilité de la Société Civile à l'égard de l'environnement, dans un monde globalisé" qui sera abordé.

**GRANDE COMMISSION:** La GC se réunira à 10h dans la salle de conférence Göteborg, pour conclure les débats sur la stratégie et les politiques du PNUE dans le domaine de l'eau, la "Contribution du PNUE dans le Plan d'Action 21 et le Programme de la Suite de la Mise en Oeuvre du Plan d'Action 21" et "l'ordre du jour provisoire du second Forum et de la 21<sup>ème</sup> session de la CM du PNUE."

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECLARATION DE MALMÖ:** Ce groupe se réunira à 9h dans la salle 17, pour débattre du texte concernant les questions émergentes.